

À la recherche d'une Algérie

André Payette

Volume 13, Number 3 (75), 1971

À la recherche d'une Algérie

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/30728ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Payette, A. (1971). À la recherche d'une Algérie. *Liberté*, 13(3), 3–10.

A la recherche d'une Algérie

Dix, douze fois peut-être, l'occasion m'avait-elle été fournie, entre 1958 et 1964, de me rendre en Algérie. Chaque fois, à la presque toute dernière minute, mon travail me retenait à Paris où les événements d'Algérie déclenchaient des répercussions dramatiques. Je n'ai donc pas connu l'Algérie d'avant l'indépendance, ni celle d'immédiatement après, celle de Ben Bella. C'est en août de l'année dernière que je m'y suis rendu, cinq ans après la prise du pouvoir par le colonel Boumédiène.

Je suis allé en Algérie à la recherche de la littérature et des écrivains algériens. Les écrivains algériens, pour la plupart et la plupart de l'année, vivent en France. Les Algériens, eux, en Algérie, se cherchent une littérature comme ils se cherchent eux-mêmes, comme ils cherchent à se faire un pays. J'ai ramené des entretiens avec des écrivains, un éditeur, et des cinéastes⁽¹⁾; un carnet de notes personnelles prises rapidement durant le temps de mon travail à Alger ainsi que des notes sur un voyage au Sahara⁽²⁾.

En littérature, entendons-nous bien, il est ici question de littérature algérienne d'expression française, la plus récente puisqu'elle est née avec la colonisation française, même si elle a pu la vilipender, devenir et continuer d'être l'expression véritable d'un nationalisme algérien. C'est la plus déchirée aussi, tant dans son contenu que chez les écrivains qui la font : faite pour les Algériens, elle est éditée en France et,

(1) Une partie de ces entretiens, publiés ici presque intégralement, a fait l'objet de trois émissions radiophoniques, réalisées par Fernand Ouellette et Gilles Archambault, qui ont été diffusées en mai 1971 par Radio-Canada.

(2) J'omets pour l'instant de publier mes notes de voyage au Sahara qui feront, je l'espère, un jour, l'objet d'un autre travail.

en partie, interdite en Algérie. Interdite ? On répondrait : « Non », en Algérie. Pourtant, les écrivains nés à la littérature après l'indépendance et publiés aujourd'hui en France ne voient pas leurs œuvres diffusées sur le territoire algérien.

* * *

L'Algérie n'a pas dix ans et elle a déjà connu deux régimes politiques. Celui, d'abord, de l'euphorie de l'indépendance, celui des grands espoirs, celui de Ben Bella, qui succédait à 132 années de colonialisme, mais surtout à sept années et demie de guerre, de cette guerre de libération nommée *révolution* par les Algériens, par le pouvoir, surtout, qui n'hésite jamais, bien au contraire, à favoriser l'inflation du vocabulaire. (Mais nous sommes en pays arabe et les Arabes adorent jouer avec le mot.)

Le premier régime politique était oublieux des dissensions internes d'avant la guerre, dissensions que la guerre elle-même avait provisoirement effacées, notamment celles entre Algériens d'origine arabe et ceux d'origine kabyle. Trois ans plus tard, en 1965, coup d'Etat. Le colonel Boumédiène prend le pouvoir, incarcère Ben Bella toujours introuvable, abolit l'Assemblée nationale et, à toute fin pratique, garde ce même pouvoir à lui seul afin de réaliser son programme de redressement. C'est le début d'une nouvelle Algérie qui se veut arabe et musulmane. Avant Marx, il y a eu Mahomet, et le Coran contient tous les enseignements désormais nécessaires.

A ses débuts, l'Algérie est peuplée de berbères. C'est la Numidie qui, à compter du IIIe siècle avant l'ère chrétienne, connaîtra les invasions d'abord phénicienne puis romaine. Elle deviendra le grenier de Rome. Au IVe siècle de notre ère, c'est l'arrivée des Arabes et de l'Islam en Afrique du Nord. Et au XIXe siècle, celle des Français à Alger.

Si le berbère continue d'être parlé en Kabylie, c'est l'arabe sous toutes ses formes qui constitue la langue de la majorité. Et parce que le français fut longtemps la langue officielle, il est connu d'à peu près tout le monde. Les Kabyles, en géné-

ral, parlent trois langues. Les Arabes, deux. Le processus d'arabisation décidé par le régime actuel fait des progrès énormes qui ne vont pas sans causer toutefois certains problèmes⁽¹⁾.

* * *

C'est à Paris, avant mon départ pour Alger, que j'ai rencontré Nabile Farrès. Il a trente ans et les Editions du Seuil, l'année dernière, ont publié son premier roman : *Yahia, pas de chance*.⁽²⁾ C'est le plus jeune des écrivains algériens d'expression française. Il appartient à une famille importante d'Alger qui a joué un rôle de premier plan pour l'indépendance de l'Algérie. Farrès vit surtout à Paris, mais visite régulièrement le Mahgreb : il poursuit des recherches en littératures orales dans le monde berbère, recherches qu'il situe lui-même « à la jonction de l'anthropologie culturelle et de l'anthropologie psychanalytique ». Il croit en l'Algérie, éperdument ; se dit Algérien d'avant même l'indépendance : son adolescence s'est confondue avec la guerre de libération. Son roman n'est pas diffusé en Algérie.

Dans la cinquantaine, Mouloud Mammeri est l'aîné des écrivains algériens d'expression française. Il est d'origine kabyle, comme Nabile Farrès, et vit à Alger. Ethnographe, Mammeri a publié trois romans, chez Plon à Paris, dont le dernier, *L'opium et le bâton*, a connu un grand succès, surtout parce qu'on en a fait un film, le premier long métrage dramatique du cinéma algérien. Avant l'indépendance, Mammeri publiait un premier roman, *La colline oubliée*, qui remportait en 1953 le prix des Quatre Jurys, et un second, *Le sommeil du juste*. Après l'indépendance, *L'opium et le bâton* venait, dix ans plus tard, décrire le drame d'un médecin algérien, européanisé, que les circonstances de sa profession amenaient à s'engager dans la guerre de libération et à opter pour l'indépendance de l'Algérie. A l'écoute de son peuple, Mammeri n'interroge pas, mais témoigne.

C'était aussi le cas de Mouloud Ferraoun dont Le Seuil a publié *Jours de Kabylie*. Ferraoun, un instituteur engagé à

(1) Voir à ce sujet les entretiens avec Nabile Farrès et Mouloud Mammeri.

(2) Le Seuil vient d'en publier un second : *Un passager de l'Occident*.

fond dans la guerre de libération, devait tomber sous les balles de l'OAS quelques jours avant l'indépendance. Ses oeuvres sont largement diffusées en Algérie où elles sont traduites en arabe.

Les deux écrivains sans doute les plus importants, tant par la qualité que par la quantité de leurs oeuvres, qui ont publié avant et après l'indépendance, restent Mohammed Dib, qui a cinquante ans, et Kateb Yacine, âgé, lui, de quarante et un ans.

Mohammed Dib est d'origine arabe, alors que les autres sont kabyles, mais il écrit en français. Son dernier roman, *Dieu en Barbarie*, vient de paraître au Seuil. Pour la première fois, bien qu'il ait publié une douzaine de romans et de recueils de poèmes et de nouvelles, Dib aborde l'Algérie d'après l'indépendance : il avait jusqu'à maintenant décrit surtout la décolonisation. En 1953, lorsque parut *La Grande Maison*, Maurice Nadeau écrivait dans le *Mercur de France* : « Mohammed Dib est, de tous les romanciers nord-africains, celui qui risque de nous toucher le plus ». *La Grande Maison*, d'ailleurs, remportait en France le Grand Prix Fénéon de littérature et se voyait immédiatement traduire en six langues. Pour Dib, « une oeuvre ne peut avoir de valeur que dans la mesure où elle est enracinée, où elle puise sa sève dans le pays auquel on appartient, où elle nous introduit dans un monde qui est le nôtre avec ses complexités et ses déchirements ». En même temps que son dernier roman, Dib publiait son second recueil de poèmes, toujours au Seuil, *Formulaires*. Moins événementielle que celle de Mammeri l'écriture de Dib ne s'en inscrit pas moins dans une certaine tradition de témoignage.

Kateb Yacine vit au milieu des plus humbles parmi les siens, évite la vie mondaine, n'a pas d'adresse, encore moins le téléphone, et suscite dans l'administration une certaine forme déguisée de mépris qui cache mal sa part d'envie. Dramaturge et romancier, il a publié en France avant et après l'indépendance. C'est d'abord par son théâtre que les Français l'ont découvert : il a été joué au Théâtre National Populaire à Paris. Vinrent ensuite deux romans, toujours édités au Seuil : *Polygone oublié* et, surtout, *Nedjma*. *Nedjma*, c'est-

à-dire l'étoile. Au fond : l'Algérie et les interrogations de Kateb Yacine sur l'algérianité. L'année dernière, *Le Seuil* publiait une autre de ses pièces : *L'homme aux sandales de caoutchouc* : le drame vietnamien, la lutte des Palestiniens, c'est le combat contre l'impérialisme. Kateb Yacine est sans doute le plus fort des écrivains algériens contemporains. Comme les plus jeunes — mais ses livres ne sont pas interdits en Algérie — Kateb Yacine pose le problème : celui d'une identité algérienne.

De jeunes auteurs (Bourboune, Boudjedra)⁽¹⁾ publient en France des écrits critiques qui tentent de cerner les questions qui touchent au fond même de la société algérienne actuelle. Ils vivent en France. En Algérie, on les ignore.

A l'intérieur, on publie relativement peu. La Société Nationale d'Édition et de Diffusion (SNED) a été créée en 1966. Elle a supprimé le monopole de diffusion des Messageries Hachette et recouvert l'ensemble du territoire algérien de points de vente où elle distribue toute sa production, ainsi que le livre étranger⁽²⁾. En français, la SNED a publié six recueils de poèmes, deux romans populaires de contre-espionnage, un recueil de nouvelles, *Fleurs de novembre*, de M'Ham-sadji, et un roman, *Les barbelés de l'existence*, de Salah Fel-lah. Le quotidien d'Alger, *El Moudjahid*, publiait en feuilleton, l'été dernier, ce roman. Il est en grande partie autobiographique, purement événementiel, qui raconte des faits de la guerre de libération en des termes empruntés au réalisme socialiste et aux superlatifs faciles.

J'ai pu rencontrer deux jeunes qui écrivent et qui se plaignent de voir constamment leurs manuscrits retournés par la SNED. Ils m'ont dit n'être pas les seuls dont le dernier espoir, en dépit de toutes les difficultés que cela représente, reste encore d'être édités en France. Ils accusent l'éditeur algérien d'incompétence et de discrimination, sont persuadés qu'on n'édite pas leurs écrits parce qu'ils se refusent à une littérature dont le seul objet soit la glorification de la

(1) Voir à leur sujet l'entretien avec Nabile Farrès.

(2) Au sujet de la SNED, voir l'entretien avec Abderrahmane Madoui, directeur de l'édition de cette société.

guerre de libération. Ils m'ont parlé en tête-à-tête, confidentiellement. Je n'ai rien lu d'eux et se sont refusés à toute interview enregistrée.

Il y a toutefois une revue littéraire, *Promesses*, publiée par la Direction de la culture du Ministère de l'Information, qui paraît en français tous les deux mois. Pour les jeunes écrivains que j'ai rencontrés, *Promesses* est une farce. En réalité, le niveau d'écriture de *Promesses* est souvent à peine celui d'un écolier modèle. Voici comment l'un d'eux, Abdelhamid Mecheri, se présente et présente sa nouvelle, *Massacre d'un village* : « Je suis né le 4 février 1947, à Ain Abid. Le 20 août 1955, à midi, j'attendais, assis au bord de la route, l'ouverture de l'école coranique. Je n'avais alors que neuf ans et quelques mois. Et croyez-moi je me rappelle certaines choses très difficiles à oublier. Abdallah, un des personnages, est mon oncle ; Nasser, son neveu, est mon cousin. Le facteur est notre voisin. Et tous les morts, je les connaissais plus ou moins, au moins de vue. Le cimetière existe et les tombes communes aussi. Les veuves et les orphelins sont vivants. Et c'est à eux que je dédie ces quelques pages difficilement écrites. Je dis « difficilement » car je n'ai que mon CAP, mais les souvenirs sont plus forts que le vocabulaire et la grammaire. Ce sont ces souvenirs qui m'ont poussé à écrire » ⁽¹⁾.

Plus d'un siècle de colonialisme et une dure guerre de libération ont profondément marqué les Algériens. On ne peut en disconvenir. Mais ce perpétuel retour à une période qu'en principe tous les Algériens ont connue, cette complaisance à raconter, le plus souvent assez mal, des épisodes de la guerre d'indépendance qu'on retrouve dans tout ce qui se publie en Algérie nous laissent parfois croire qu'il est nécessaire au pouvoir politique de taire certaines réalités du présent. C'est à cela que de jeunes écrivains se refusent, de même qu'à un certain parternalisme, du genre de celui-ci, tiré du numéro déjà cité de *Promesses*, où la direction de la revue présente une nouvelle de Rabah Lounis, *Je reviendrai* : « Frantz Fanon (in *Sociologie d'une révolution*) a brièvement analysé les bouleversements de la famille algérienne et les

(1) PROMESSES, Numéro 7, Mai-juin 1970, Alger.

nouveaux rapports introduits par la guerre de libération entre le père et le fils (et la fille). Rabah Lounis nous conte dans cette nouvelle un exemple authentique sur ce sujet. On aurait aimé une plus grande analyse, mais le ton et le style, simples et directs, expriment bien le « vécu » du témoignage ».

A noter, toutefois, un numéro intéressant de *Promesses* : en juillet dernier, la revue publiait un numéro entièrement consacré à l'émir Abdelkader. Homme d'action, l'émir, durant la première moitié du dix-neuvième siècle, prenait la direction de la lutte armée contre l'envahisseur. Il a laissé une oeuvre écrite importante dont *Promesses* a publié, en français et en arabe, des extraits : des poèmes et des textes philosophiques et mystiques.

* * *

La critique, à toute fin pratique, est inexistante en Algérie. Un jeune critique, conscient de la situation, me disait qu'afin de garder son travail il se bornait à faire la critique des livres étrangers. Un autre, qui fait la critique dramatique au journal *El Moudjahid*, à qui je reprochais de n'avoir écrit que des comptes rendus du festival de théâtre amateur tenu, l'été dernier, à Mostaganem, me répondit — sérieusement — qu'il était tout à fait incapable de faire la critique des pièces présentées parce qu'il ne les avait jamais vues interprétées par d'autres comédiens. Au même journal, j'ai voulu interviewer le responsable des pages culturelles pour avoir de lui un panorama de la littérature algérienne d'aujourd'hui. Il lui a fallu d'abord l'autorisation de son rédacteur en chef qui, lui, a demandé et obtenu celle du ministère de l'Information. Le lendemain, nous nous sommes assis tous les trois dans le bureau du rédacteur en chef pour en discuter. On m'a alors demandé un délai de deux jours afin que le responsable des pages culturelles puisse se documenter. Je n'ai jamais pu, par la suite, joindre au téléphone ou à son bureau le journaliste en question.

On ne critique pas ce qui se publie parce que ce qui se publie est conforme à la politique. On ne juge pas non plus

un écrivain quant à son oeuvre, mais l'homme par rapport à la politique. On n'admet pas non plus, officiellement, que le gouvernement émette des directives quant au contenu littéraire ; pourtant, rien n'est publié sans le *nihil obstat* du ministère de l'Information qui — c'est connu — en donne aux cinéastes : le contenu doit traiter de la guerre de libération, non de problèmes actuels.